

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Des-prisonniers-des-FARC-demandent-l-asile-politique-au-Venezuela>

Des prisonniers des FARC demandent l'asile politique au Venezuela

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : dimanche 22 janvier 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Des proches des 12 députés enlevés il y a 41 mois regardent un vidéo où les otages demandent l'asile politique au Venezuela.

Par l'Agence France-Presse

Bogota, Le samedi 21 janvier 2006

Douze députés colombiens, otages de la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) depuis 2002, ont demandé au président vénézuélien Hugo Chavez de leur accorder l'asile politique, sur une cassette vidéo transmise à une télévision colombienne et diffusée samedi.

Un des otages, Nacienceno Orozco, parlant au nom de ce groupe de députés enlevés par la guérilla en avril 2002 à Cali (sud-ouest), a déclaré qu'il adressait la demande d'asile à M. Chavez étant donné « l'indifférence du gouvernement (colombien) et des FARC » face à la possibilité d'un accord sur leur libération.

Le président colombien a souligné, dans une déclaration à la radio privée RCN, qu'il ne voyait « pas d'objections » à ce que les députés prisonniers des FARC obtiennent l'asile au Venezuela.

« Si la condition est (qu'ils obtiennent) l'asile, le gouvernement national n'a pas d'objections et nous sommes sûrs que le président (Hugo) Chavez n'aura pas d'objections non plus », a-t-il déclaré.

« Ce qui est fondamental pour le gouvernement est que ces compatriotes retrouvent le plus vite possible la liberté, au sein de leur famille, et pour cela accepte qu'ils aillent sous les conditions qu'ils souhaitent » au Venezuela, a-t-il ajouté.

L'enregistrement, diffusé samedi par la chaîne colombienne privée Caracol, qui comporte des témoignages des 12 otages, constitue le premier indice depuis octobre 2004 que ces députés sont toujours en vie.

« Je dénonce devant l'opinion publique nationale et internationale le fait que dans les forêts colombiennes se consume la vie de ceux qui depuis de nombreuses années ont perdu la liberté dans l'infâme condition d'otages sans entrevoir aucune solution, puisque ni le gouvernement ni les FARC n'ont une réelle volonté d'aboutir à un accord humanitaire », a déclaré Edison Perez, autre député détenu par la guérilla.

Les déclarations des autres allaient dans le même sens et insistaient sur l'urgence d'un échange d'otages des FARC contre des guérilleros incarcérés, une possibilité qui est en discussion depuis des semaines.

La France, la Suisse et l'Espagne ont proposé le 13 décembre la création d'une zone démilitarisée sous contrôle international dans le sud-ouest de la Colombie pour négocier un tel accord humanitaire.

Le gouvernement du président Alvaro Uribe a déclaré en accepter le principe.

Les FARC réclament la libération de 500 guérilleros détenus en échange de 59 otages, des personnalités militaires et politiques dont trois étasuniens et la franco-colombienne Ingrid Betancourt, de 44 ans, l'ancienne candidate des Verts à la présidence colombienne, enlevée le 23 février 2002.

Des prisonniers des FARC demandent l'asile politique au Venezuela

Mais début janvier, la guérilla a fait savoir qu'elle excluait un tel échange sous la présidence de M. Uribe, qui se présente cette année aux élections pour un deuxième mandat.